

Règlement d'organisation du Conseil général (ROCG)

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
Article 1 Champ d'application	4
Article 2 Composition (art. 27 et 29 LCo)	4
Article 3 Groupes	4
Article 4 Vacance	5
Article 5 Attributions (art. 51bis, 10a LCo et 68 LFCo)	5
Article 6 Délégation de compétences (art. 67 al. 2 et 3 LFCo)	6
Article 7 Initiative (art. 51 ^{ter} LCo)	6
Article 8 Référendum facultatif (art. 52 LCo)	6
Article 9 Voies de droit (art. 15 ⁴ et 3 ⁴ al. 2 let. c ^{bis} LCo)	6
Article 10 Indemnités	6
CHAPITRE DEUXIÈME - SEANCE CONSTITUTIVE	7
Article 11 Réunion préparatoire	7
Article 12 Convocation (art. 30 al. 1 et 38 LCo)	7
Article 13 Déroulement Bureau provisoire (art. 30 al. 2 LCo)	7
Article 14 Election du Bureau (art. 30 al. 3 et 33 LCo)	7
Article 15 Election des commissions (art. 30 al. 3, 36 et 96 LCo, art. 16)	7
Article 16 Mode d'élection (art. 9 ss RELCo)	8
CHAPITRE TROISIÈME - ORGANES ET ATTRIBUTIONS	9
Présidence 9	
Article 17 Durée du mandat (art. 32 al. 1 LCo)	9
Article 18 Attributions et remplacement (art. 51 ^{bis} , 32 al. 2 et 3 LCo)	9
Scrutateurs-trices	9
Article 19 Attributions (art. 33 LCo)	9
Bureau 10	
Article 20 Composition et fonctionnement (art. 3 ⁴ LCo)	10
Article 21 Attributions (art. 3 ⁴ LCo, art. 6 RELCo)	10
Article 22 Secrétariat (art. 35 LCo)	10
Commissions 10	
Article 23 Composition et fonctionnement (art. 15 ^{bis} et 36 LCo, art. 14 ^{ter} RELCo)	10
Article 24 Procès-verbal (art. 103 ^{bis} et 51 ^{bis} LCo)	11
Article 25 Représentation du Conseil communal et appel à des tiers	11
Article 26 Obligation de siéger (art. 15bis LCo par renvoi de l'art. 51bis LCo)	11
Article 27 Commission financière	11
Article 28 Commission des naturalisations	12
Compositions et attributions (art. 3 ⁴ LDCF)	12
Article 29 Commissions spéciales - Attributions (art. 36 et 51 ^{bis} LCo)	12
CHAPITRE QUATRIÈME - SÉANCES DU CONSEIL GENERAL	12
Article 30 Calendrier (art. 37 LCo)	12
Article 31 Convocations (art. 38 et 42 LCo, art. 6 ⁴ LFCo, art. 5a RELCo)	12
Article 32 Séances rapprochées	13
Article 33 Quorum (art. 4 ⁴ LCo)	13
Article 34 Obligation de siéger (art. 39 LCo)	13
Article 35 Récusation (art. 51 ^{bis} , 21 et 65 LCo, art. 6 let. a, 11 et 25 - 31 RELCo)	13
Article 36 Présence du Conseil communal (art. 40 LCo)	13
Article 37 Publicité (art. 51 ^{bis} et 9 ^{bis} LCo, art 3 RELCo, art. 17 - 19 LInf)	13
Article 38 Langue	14
Article 39 Ouverture de la séance	14
Article 40 Ordre du traitement des objets (art. 42 LCo, art. 7 RELCo)	14
Article 41 Entrée en matière, discussion générale (art. 42 et 51 ^{bis} LCo, art. 22)	14



et 14 ^{bis} RELCo)	14
Article 42	Vote d'entrée en matière ou de renvoi (art. 22 et 14 RELCo) 14
Article 43	Discussion de détail (art. 42 LCo, art. 22 RELCo) 15
Article 44	Ordre des votes (art. 51^{bis} LCo, art. 15 RELCo) 15
Article 45	Contestation de l'ordre des votes (art. 34 al. 2 let. b LCo, art. 22 et 15
6 let. d RELCo)	15
Article 46	Vote d'ensemble 16
Article 47	Résultat du vote, (art. 51^{bis}, 18 al. 1, 2,4, LCo, art. 6 let. b RELCo) 16
Article 48	Vote électronique (art. 45a LCo)..... 16
Article 49	Motion d'ordre (art. 42 al. 3 LCo) 16
CHAPITRE CINQUIÈME - INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES.....	16
Article 50	Propositions (art. 51^{bis} et 17 al. 1 LCo)..... 16
Article 51	Postulats 17
Article 52	Dépôt des propositions et des postulats (art. 51^{bis} et 20 LCo, art. 22 et..... 17
8 RELCo)	17
Article 53	Examen des propositions et des postulats par le Bureau 17
Article 54	Traitement des propositions et des postulats par le Conseil général 17
(art. 51 ^{bis} et 17 LCo).....	17
Article 55	Détermination du Conseil communal (art. 17 al. 1 LCo) 18
Article 53	Propositions internes 18
Article 57	Questions (art. 51bis et 17 al. 2 LCo)..... 18
Article 58	Règles communes aux propositions, aux postulats et aux questions 18
Article 59	Résolutions 18
Article 60	Approbation légales (art. 147 et 148 LCo) 19
Article 61	Dignité des débats et maintien de l'ordre (art. 51 bis LCo, et art. 6 19
al.3 LInf)	19
CHAPITRE SIXIÈME - PROCÈS-VERBAL.....	19
Article 62	Contenu et délai de rédaction (art. 51bis, 22 et 103bis LCo, art. 22 19
et 13 RELCo)	19
Article 63	Expédition et approbation (art. 51bis et 22 al. 3 et 103bis LCo)..... 19
Article 64	Documents et enregistrement (art. 22 et 3 RELCo) 20
CHAPITRE SEPTIÈME - DISPOSITIONS FINALES.....	20
Article 65	Communication des règlements 20
Article 66	Entrée en vigueur..... 20
Article 67	Abrogation 20

Le Conseil général de la commune de Belmont-Broye

vu :

- Les articles 25ss de la loi sur les communes (LCo)

arrête :

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Champ d'application

Le présent règlement s'applique aux activités politiques du Conseil général.

Article 2 Composition (art. 27 et 29 LCo)

¹ Le Conseil général est composé de 50 membres.

² Le Conseil général peut toutefois décider d'un nombre inférieur de membres qui doit se situer entre 30 et 50.

³ Tout changement du nombre de membres du Conseil général ne peut intervenir que moyennant une décision du Conseil général entrée en force au moins six mois avant le renouvellement intégral des autorités communales.

⁴ Les décisions relatives au nombre de membres du Conseil général doivent être communiquées au Préfet-à la Préfète et au Service des communes.

Article 3 Groupes

¹ Les membres du Conseil général élus sur une même liste constituent un seul groupe à la condition qu'ils-elles soient au moins cinq (5).

² Les membres du Conseil général élus sur différentes listes peuvent s'unir pour former un groupe, à la condition que celui-ci compte au moins cinq membres.

³ Chaque groupe choisit son nom, désigne son-sa président-e-e et en informe le Bureau. Les groupes doivent être constitués définitivement à la première séance de la législature.

⁴ En cas de contestation dans le choix du nom d'un groupe, le Bureau tranche définitivement.



Article 4 Vacance

¹ En cas de vacance, le Conseil communal proclame élu le-la premier-ère candidat-e non élu-e de la liste à laquelle appartient le-la conseiller-ère général-e à remplacer ou, à défaut, les candidats-es suivants-es dans l'ordre des suffrages obtenus ; s'il y a égalité de suffrages, il est procédé au tirage au sort en présence des intéressés-ées ; le-la syndic-que ou, à défaut le-la vice-syndic-que, procède au tirage au sort et à la proclamation d'usage.

² La durée de fonction du nouveau, de la nouvelle conseiller-ère général-e prend fin avec la législature.

Article 5 Attributions (art. 51bis, 10a LCo et 68 LFCo)

¹ Le Conseil général élit ses organes conformément au chapitre troisième du présent règlement.

² Il exerce les attributions que lui confère la législation sur les communes, à savoir :

- a) il décide du changement de nom de la commune et de la modification de ses armoiries ;
- b) il décide des modifications des limites communales, à l'exception des modifications prévues par la législation sur la mensuration officielle ;
- c) il adopte les règlements de portée générale ;
- d) il décide du changement du nombre de conseillers-ères communaux-ales ;
- e) il prend acte du plan financier et de ses mises à jour ;
- f) il décide du budget ;
- g) il prend acte du rapport de gestion ;
- h) il approuve les comptes ;
- i) il vote les crédits d'engagement et les crédits additionnels ;
- j) il vote les crédits supplémentaires qui ne relèvent pas du Conseil communal ;
- k) il approuve les dépassements de crédits dans les cas prévus par la loi ;
- l) il vote les dépenses non prévues au budget, à l'exception de celles dont le montant résulte de la loi ou d'une décision judiciaire passée en force ;
- m) il décide des impôts et des autres contributions publiques, à l'exception des émoluments de chancellerie ;
- n) il décide de l'achat, de la vente, de l'échange, de la donation ou du partage d'immeubles, de la constitution de droits réels limités et de toute autre opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition ou d'une aliénation d'immeubles ;
- o) il décide de la délégation de tâches à un tiers entraînant des dépenses nouvelles ;
- p) il décide des conventions liant la commune à un tiers et entraînant des dépenses nouvelles ;
- q) il décide des cautionnements et autres garanties ;
- r) il décide des prêts et des participations qui ne répondent pas aux conditions usuelles de sécurité et de rendement ;
- s) il décide de l'acceptation d'une donation avec charge ou d'un legs avec charge ;
- t) il fixe sous réserve de prescriptions réglementaires, le nombre des membres de la Commission financière et procède à leur élection ;
- u) il désigne l'organe de révision ;
- v) il peut charger la Commission financière de faire valoir des prétentions en responsabilité civile contre les membres du Conseil communal ;
- w) il adopte les statuts d'une association de communes ainsi que les modifications essentielles de ceux-là ;
- x) il décide de la sortie de la commune de l'association et de la dissolution de celle-ci ;
- y) il surveille l'administration de la commune

Article 6 Délégation de compétences (art. 67 al. 2 et 3 LFCo)

Le Conseil général peut :

- a) déléguer au Conseil communal la compétence de procéder aux opérations mentionnées à l'article 5 let. n à s dans les limites qu'il fixe.
- b) déléguer au Conseil communal la compétence d'arrêter le tarif des contributions publiques autres que les impôts, à condition qu'il précise le cercle des assujettis, l'objet, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.

Article 7 Initiative (art. 51^{ter} LCo)

¹ Le Conseil général décide de la validité d'une initiative, lors de sa prochaine séance mais au plus tard dans le délai d'une année, à partir de la publication de son aboutissement dans la « Feuille officielle ».

² Selon l'article 142 LEDP, la votation populaire doit avoir lieu au plus tard 180 jours après la décision du Conseil général sur la validité de l'initiative et sa soumission en votation populaire.

Article 8 Référendum facultatif (art. 52 LCo)

¹ Les décisions du Conseil général concernant

- a) une dépense nouvelle dépassant le montant référendaire fixé par le règlement des finances ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense
- b) un impôt, une autre contribution publique ou la décision de délégation de compétence prévue à l'article 67 al. 3 LFCo
- c) la constitution d'une association de communes ou l'adhésion à une telle association
- d) un règlement de portée générale
- e) le nombre de membres du Conseil général
- f) le nombre de membres du Conseil communal

sont soumises au référendum lorsque le dixième des citoyens actifs de la commune en fait la demande écrite.

² La procédure est réglée par les articles 143 et 144 LEDP.

³ Il n'y a pas de référendum contre une décision négative.

Article 9 Voies de droit (art. 154 et 34 al. 2 let. c^{bis} LCo)

¹ Toute décision du Conseil général ou de son Bureau peut, dans les 30 jours, faire l'objet d'un recours au Préfet-à la Préfète.

² Ont qualité pour recourir : les membres du Conseil général, ainsi que le Conseil communal.

Article 10 Indemnités

¹ Les membres du Conseil général reçoivent pour les séances du Conseil général, du Bureau et des commissions, les indemnités fixées par le Conseil général.

² Les indemnités sont versées en fonction de la liste des présences et des contrôles effectués. En cas de doute ou de contestation, le Bureau décide.



³ L'administration communale procède annuellement au versement des indemnités.

⁴ Le montant des indemnités est fixé dans le règlement concernant les jetons de présence du Conseil général.

CHAPITRE DEUXIÈME - SEANCE CONSTITUTIVE

Article 11 Réunion préparatoire

¹ En vue de la séance constitutive, les présidents-es de groupe se réunissent afin de proposer le nombre et une représentation équitable des membres du Conseil général dans les commissions et le tournoi de la Présidence du Conseil général.

² La réunion préparatoire doit avoir lieu avant la convocation à la séance constitutive et dans les 30 jours suivant l'élection.

Article 12 Convocation (art. 30 al. 1 et 38 LCo)

¹ Dans les 60 jours suivant l'élection, le Conseil communal réunit les membres du Conseil général en séance constitutive.

² La convocation, avec l'ordre du jour, est adressée :

- a) personnellement au moins 20 jours avant la date de la séance ;
- b) par publication dans la Feuille officielle au moins 10 jours avant la date de la séance.

Article 13 Déroulement Bureau provisoire (art. 30 al. 2 LCo)

¹ Le-la doyen-ne d'âge du Conseil général préside la séance.

² Il-elle désigne quatre scrutateurs-trices, appartenant à des groupes différents, qui forment avec lui-elle le Bureau provisoire.

Article 14 Election du Bureau (art. 30 al. 3 et 33 LCo)

¹ Le Conseil général procède successivement à l'élection des membres de son Bureau, soit :

- a) un-e président-e-e et un-e vice-président-e-e pour une période de 12 mois ;
- b) un-e scrutateur-trice par groupe politique pour la durée de la législature ;
- c) un-e scrutateur-trice suppléant-e par groupe politique pour la durée de la législature.

² Le Bureau entre en fonction immédiatement après son élection

Article 15 Election des commissions (art. 30 al. 3 et 36 LCo, art. 16 RELCo, art. 70 LFCo)

¹ Le Conseil général élit les membres des commissions obligatoires :



- a) La Commission financière, formée d'un membre par groupe politique, tous membres du Conseil général ;
- b) La Commission des naturalisations, formée d'un membre par groupe politique, tous membres du Conseil général ;
- c) La majorité des membres de la Commission d'aménagement avec un membre par groupe politique ;
- d) La majorité des membres de la Commission de l'énergie avec un membre par groupe politique ;

² Le Bureau nomme les membres des commissions spéciales du Conseil général (permanentes et ad hoc) qui sont désignés et annoncés au Bureau, par écrit par les Présidents-es de groupe. Ces commissions sont formées d'un membre par groupe politique, tous membres du Conseil général.

³ Aucun groupe ne peut prétendre à une représentation majoritaire dans les commissions.

⁴ Les présidents-es des partis ou groupes présentent au Bureau, par écrit, leurs propositions de candidats.

⁵ Selon l'article 46 al. 2 LCo, il est équitablement tenu compte des partis ou des groupes représentés au Conseil général.

⁶ Lorsque le nombre de groupes est inférieur au nombre minimum de membres exigé par la législation, les groupes, dans l'ordre décroissant, ont droit à un deuxième membre jusqu'à ce que le nombre minimum soit atteint.

⁷ Lorsqu'un membre d'une commission démissionne de son parti, quitte son groupe politique ou en est exclu, il-elle est réputé-e démissionnaire de la commission dans laquelle il-elle représentait ce groupe.

⁸ Lorsqu'un siège devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel se rattachait le membre à remplacer.

⁹ Le Conseil général repourvoit sans délai aux vacances dans les commissions nommées par lui. Dans les autres cas, si un membre est occasionnellement empêché de siéger, celui-ci désigne un-e remplaçant-e au sein de son groupe politique moyennant communication préalable du remplaçant au bureau et au-à la président-e désigné-e de la commission.

Article 16 Mode d'élection (art. 9 ss RELCo)

¹ Sous réserve de l'alinéa 3, les élections ont lieu au scrutin de liste et à la majorité absolue des bulletins valables au premier tour et à la majorité relative au deuxième tour. En cas d'égalité, le-la président-e-e procède au tirage au sort.

² Si le nombre de candidats-es est égal ou inférieur au nombre de sièges à pourvoir, tous les candidats-es sont élus tacitement, à moins que l'organisation d'un scrutin de liste conformément à l'alinéa 1 ne soit demandée par un cinquième des membres présents.

³ Si l'organisation d'un scrutin de liste est demandée, la procédure est celle prévue aux articles 9c à 9f RELCo.

CHAPITRE TROISIÈME - ORGANES ET ATTRIBUTIONS

Présidence

Article 17 Durée du mandat (art. 32 al. 1 LCo)

¹ Le-la président-e et le-la vice-président-e sont élus-es pour une période de 12 mois au cours de la séance constitutive. Dès la deuxième année, la période est fixée entre le 1^{er} mai et le 30 avril. Le-la président-e et le-la vice-président-e ne peuvent être réélus-es au cours de la même législature.

² Si la charge de président-e devient vacante plus de 6 mois avant le terme du mandat, le Conseil général procède à l'élection d'un-e nouveau-elle président-e choisi-e parmi les autres conseillers-ères généraux-ales du même parti ou groupe. Dans le cas contraire, le-la vice-président-e assume la présidence. Il-elle reste éligible à la présidence pour l'année suivante.

Article 18 Attributions et remplacement (art. 51^{bis}, 32 al. 2 et 3 LCo)

¹ Le-la président-e a les attributions suivantes :

- a) Il-elle dirige les délibérations et veille au maintien de l'ordre ;
- b) Il-elle préside le Bureau, dispose du secrétariat et surveille les travaux des commissions ;
- c) Il-elle représente le Conseil général à l'extérieur et assure les relations avec le Conseil communal ;
- d) Il-elle signe les actes du Conseil général avec le-la secrétaire ou son adjoint ;
- e) Il-elle prend connaissance de la correspondance adressée au Conseil général, lui donne suite et veille à l'expédition des documents qui émanent du Conseil général.

² Le-la vice-président-e, à son défaut le-la scrutateur-riche le-la plus âgé-e, remplace le-la président-e empêché-e ou qui veut prendre part à la discussion. Si le-la président-e prend part à la discussion, il-elle cède son siège à son-sa remplaçant-e. Il-elle ne peut reprendre la présidence qu'après la votation sur le point en discussion.

Scrutateurs-trices

Article 19 Attributions (art. 33 LCo)

¹ Les scrutateurs-trices contrôlent la concordance de la liste de présence avec l'assistance de la salle.

² Ils-elles contrôlent les urnes, délivrent et recueillent les bulletins de vote et en font le dépouillement.

³ Ils-elles comptent les suffrages lors des votes à main levée.

⁴ Ils-elles communiquent au / à la président-e le résultat des votes et des élections.

⁵ Le-la président-e peut faire appel aux scrutateurs-trices suppléants-es pour assister les scrutateurs-trices.



Bureau

Article 20 Composition et fonctionnement (art. 34 LCo)

- ¹ Le Bureau est formé du-de la président-e, du-de la vice-président-e et des scrutateurs-trices.
- ² Le Bureau est convoqué par le-la président-e ou à la demande d'au moins deux de ses membres.
- ³ Le Bureau prend ses décisions à la majorité des membres présents. En cas d'égalité des voix, le-la président-e départage.
- ⁴ Le Bureau peut inviter un ou plusieurs membres du Conseil communal lors de ses séances.
- ⁵ Le-la président-e-e invite le-la représentant-e des formations ou partis non représentés au Bureau à déléguer chacun un-e représentant-e, membre du Conseil général, aux séances du Bureau avec voix consultative.
- ⁶ Lors d'une séance du Conseil général ou du Bureau, le-la scrutateur-trice absent-e ou empêché-e se fait remplacer par le-la scrutateur-trice suppléant-e de son groupe.

Article 21 Attributions (art. 34 LCo, art. 6 RELCo)

Le Bureau a les attributions suivantes :

- a) il fixe les séances du Conseil général et leur ordre du jour en accord avec le Conseil communal et convoque le Conseil général ;
- b) il tranche les contestations relatives à la procédure ;
- c) il fait rapport sur les pétitions adressées au Conseil général ;
- d) il fait les observations aux recours contre les décisions du Conseil général ;
- e) il assure l'information du public sur les activités du conseil général ainsi que la mise en œuvre du droit d'accès aux documents de celui-ci ;
- f) il peut proposer l'institution de commissions spéciales ;
- g) il accomplit les autres tâches attribuées par la LCo, le RELCo et le présent règlement, notamment en ce qui concerne :
 - l'obligation de siéger (art. 39 LCo)
 - la récusation (art 51^{bis}, 21, 65 LCo, 6 et 11 RELCo)
 - les résolutions (art. 54 RCG).

Article 22 Secrétariat (art. 35 LCo)

Le secrétariat du Conseil général et de son Bureau est assuré par le-la secrétaire communal-e, ou par son-sa remplaçant-e.

Commissions

Article 23 Composition et fonctionnement (art. 15^{bis} et 36 LCo, art. 14^{ter} RELCo)

- ¹ La commission désigne son-sa président-e et son secrétaire. Pour le reste, elle s'organise librement.
- ² Les commissions sont convoquées par leur président-e respectif-ve ou si deux membres au moins en font la demande.



³ Les convocations sont adressées dix jours au moins avant la séance. En cas d'urgence justifiée, le délai peut être raccourci.

⁴ La logistique est assurée par l'administration communale.

⁵ Les décisions sont prises à la majorité. Le-la président-e de la commission peut participer au vote. En cas d'égalité, le-la président-e départage.

⁶ Lorsqu'un projet a été examiné par une commission et qu'une proposition minoritaire obtient au moins les deux cinquièmes des voix, la minorité peut désigner un-e rapporteur-se pour soutenir sa proposition devant le Conseil général.

⁷ Le membre qui, sans motif reconnu légitime, manque des séances de la commission à laquelle il-elle appartient, peut être déchu-e de sa fonction. Le Conseil général prononce la déchéance sur proposition du Bureau.

Article 24 Procès-verbal (art. 103^{bis} et 51^{bis} LCo)

¹ Le procès-verbal est adressé aux membres de la commission dans les vingt jours qui suivent la séance. S'il n'y a pas de séance subséquente, les membres de la commission peuvent, à réception du procès-verbal, formuler par écrit leurs observations au-la président-e de la commission, au besoin au Bureau du Conseil général. Le-la président-e de la commission fait convoquer, en cas de contestation du procès-verbal, une réunion de la commission pour liquider définitivement la question.

² Les procès-verbaux des séances des commissions du Conseil général ne peuvent être consultés qu'avec l'autorisation à l'unanimité du Bureau. Les procès-verbaux de la commission de naturalisation ne sont pas consultables. Les membres qui consultent les procès-verbaux en sauvegardent le caractère confidentiel à l'extérieur du Conseil général.

Article 25 Représentation du Conseil communal et appel à des tiers

¹ Les commissions peuvent inviter aux séances un ou des membres du Conseil communal.

² De même, elles peuvent entendre des spécialistes en la matière. Si l'intervention de ceux-ci est susceptible d'entraîner des frais, les compétences financières prévues par le règlement des finances s'appliquent (art. 5 RFin).

Article 26 Obligation de siéger (art. 15bis LCo par renvoi de l'art. 51bis LCo)

Le membre qui manque des séances sans motif légitime, peut être révoqué de la commission à laquelle il-elle appartient. Le Conseil général prononce la déchéance sur proposition du-de la Président-e de la commission. Il est ensuite procédé à son remplacement.

Article 27 Commission financière Composition et attributions (art. 70 à 72 LFCo)

¹ La Commission financière adopte des règles internes propres à assurer son bon fonctionnement ; ces règles sont portées à la connaissance du Bureau.

² Les attributions de la Commission financière sont celles fixées par l'article 72 LFCo.



Article 28 Commission des naturalisations **Compositions et attributions (art. 34 LDCF)**

¹ Elle entend tout requérant-e afin de s'assurer de son intégration. Elle peut renoncer à entendre le-la confédéré-e qui demande le droit de cité.

² Elle émet un préavis à l'intention du Conseil communal.

Article 29 Commissions spéciales - Attributions (art. 36 et 51^{bis} LCo)

¹ Les commissions spéciales examinent entre autres les propositions du Conseil communal et font une proposition au Conseil général tendant, soit à l'acceptation avec ou sans contre-proposition ou amendement, soit au rejet, soit au renvoi du projet de décision soumis au Conseil général.

² Les commissions spéciales adressent au Conseil communal et aux conseillers-ères généraux-ales leur rapport ou leur préavis et, le cas échéant, le rapport de minorité.

³ Le Conseil communal édicte les détails relatifs au fonctionnement des commissions spéciales dans le règlement sur le fonctionnement des commissions communales.

CHAPITRE QUATRIÈME - SÉANCES DU CONSEIL GENERAL

Article 30 Calendrier (art. 37 LCo)

¹ Le Conseil général siège au moins deux fois par année : une fois au cours des cinq premiers mois, pour approuver les comptes de l'année précédente, et une fois avant la fin de l'année, notamment pour décider du budget de l'année suivante.

² Les dates des séances sont arrêtées par le Bureau d'entente avec le Conseil communal.

³ Le Conseil général doit être réuni en séance extraordinaire dans le délai de trente jours :

- a) lorsque le Conseil communal le demande ;
- b) lorsque le cinquième des conseillers-ères généraux-ales en fait la demande écrite en vue de traiter les objets qui ressortissent au Conseil général.

Article 31 Convocations (art. 38 et 42 LCo, art. 64 LFCo, art. 5a RELCo)

¹ Les convocations sont adressées :

- a) personnellement au moins 20 jours avant la date de la séance, par courrier postal ou par courrier électronique ;
- b) par publication dans la Feuille officielle au moins 10 jours avant la date de la séance.

² Les convocations indiquent le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour de la séance. S'il s'agit d'un impôt, est réservée l'exigence de l'article 64 al. 2 de la loi sur les finances communales LFCo.



³ Les messages et autres documents relatifs à l'ordre du jour sont envoyés en règle générale avec la convocation. Ils sont mis à la disposition du public et des médias dès leur envoi aux membres mais, au plus tard 10 jours avant la séance.

⁴ En cas de divergence entre le Conseil communal et le Bureau au sujet d'un objet à porter à l'ordre du jour dans la convocation et sans possibilité d'accord, l'avis de la Préfecture est sollicité.

Article 32 Séances rapprochées

Lorsque le Conseil général est réuni à deux reprises dans un intervalle de moins de vingt jours, le Bureau peut décider d'adresser une seule convocation pour les deux réunions. Toutefois, la convocation mentionne expressément les objets à traiter à chacune des séances.

Article 33 Quorum (art. 44 LCo)

Le Conseil général ne peut prendre de décisions que si la majorité de ses membres sont présents.

Article 34 Obligation de siéger (art. 39 LCo)

Tout membre qui, sans motif reconnu légitime par le Bureau, manque trois séances consécutives du Conseil général, est déchu de sa fonction. Le Bureau prononce la déchéance et fait repourvoir le siège vacant.

Article 35 Récusation (art. 51^{bis}, 21 et 65 LCo, art. 6 let. a, 11 et 25 - 31 RELCo)

¹ Un membre du Conseil général ne peut assister à la délibération d'un objet qui présente un intérêt spécial pour lui-même, son conjoint, son partenaire enregistré ou pour une personne avec laquelle il-elle se trouve dans un rapport étroit de parenté ou d'alliance, d'obligation ou de dépendance.

² Cette règle ne s'applique pas aux élections et désignations auxquelles le Conseil général doit procéder parmi ses membres.

³ La personne récusée doit quitter la salle de séance avant toute délibération sur l'objet qui la concerne.

Article 36 Présence du Conseil communal (art. 40 LCo)

¹ Les membres du Conseil communal assistent aux séances du Conseil général avec voix consultative.

² Le Conseil communal peut se faire assister de collaborateurs ou d'experts ou de tout autre spécialiste en la matière.

Article 37 Publicité (art. 51^{bis} et 9^{bis} LCo, art 3 RELCo, art. 17 – 19 LInf)

¹ Les séances du Conseil général sont publiques. Le huis clos ne peut pas être prononcé.

² Les médias disposent de places réservées lors des séances.

³ Lors des séances, les médias peuvent, sauf disposition légale contraire, effectuer des prises de son ou d'images et assurer leur retransmission ; ils informent au préalable la présidence et veillent à ne pas perturber le bon déroulement de la séance.



⁴ Les prises de son et d'image par des personnes privées ainsi que leur retransmission sont soumises à l'autorisation du Conseil général.

⁵ Toute prise de son ou d'image doit préalablement être annoncée au Conseil général.

Article 38 Langue

Les membres du Conseil général s'expriment en français.

Article 39 Ouverture de la séance

¹ En ouvrant la séance, le-la président-e constate la régularité de la convocation ; il-elle déclare que le quorum est atteint, que l'on peut donc valablement siéger.

² Le-la président-e demande aux membres du Conseil général s'ils-elles ont des remarques à formuler quant à l'ordre du jour ; il-elle donne la liste des membres du Conseil général et du Conseil communal excusés et salue, le cas échéant, les nouveaux membres du Conseil général et du Conseil communal.

³ Le-la président-e fait ensuite les communications qu'il-elle juge opportunes, il-elle peut, sur demande, donner la parole au Conseil communal.

Article 40 Ordre du traitement des objets (art. 42 LCo, art. 7 RELCo)

¹ Les délibérations se déroulent en suivant l'ordre des objets à traiter tel qu'il figure dans la convocation.

² Les propositions touchant l'ordre des objets à traiter sont à faire immédiatement après l'annonce de ceux-là et à traiter immédiatement.

³ Chaque membre du Conseil général peut, par une motion d'ordre, proposer au Conseil général de modifier la marche des débats.

Article 41 Entrée en matière, discussion générale (art. 42 et 51^{bis} LCo, art. 22 et 14^{bis} RELCo)

¹ Le-la président-e traite des objets inscrits à l'ordre du jour en donnant la parole au Conseil communal, respectivement à son-sa représentant-e, puis au président-e ou au-à la rapporteur-se de la commission, le cas échéant au-à la rapporteur-se de la minorité. Il-elle ouvre ensuite la discussion générale.

² S'il s'agit d'affaires internes au Conseil général, le rapport est présenté par le Bureau, le cas échéant par le-la rapporteur-se de la commission.

³ Dans le cadre de la discussion générale, les conseillers-ères généraux-ales peuvent intervenir, notamment pour proposer la non-entrée en matière de l'objet ou son renvoi. Ils-elles peuvent aussi présenter des contre-propositions.

Article 42 Vote d'entrée en matière ou de renvoi (art. 22 et 14 RELCo)

¹ S'il y a une proposition de non entrée en matière ou de renvoi, un vote a lieu à l'issue de la discussion générale.

² Au terme de la discussion générale, les rapporteurs-ses de la commission ou de la Commission financière et le Conseil communal prennent position brièvement et répondent, le cas échéant, aux autres interventions.



Article 43 Discussion de détail (art. 42 LCo, art. 22 RELCo)

- ¹ L'entrée en matière acquise, la discussion se poursuit, le cas échéant, sur chaque article des règlements ou autres projets de décision ou rubrique du budget et des comptes, après que les rapporteurs-ses se sont exprimés-es.
- ² Les membres du Conseil général peuvent intervenir notamment en proposant des amendements ou en faisant des contre-propositions relatives à l'article des règlements ou projets de décision ou à la rubrique du budget ou des comptes mis en discussion. Les amendements portant sur des articles de règlement de portée générale sont déposés par écrit. Il en va de même, dans les limites de leurs attributions, pour les commissions
- ³ La discussion de chaque chapitre, respectivement de chaque rubrique close, les rapporteurs-ses et le Conseil communal sont invités à répondre aux interventions et à se déterminer à leur sujet. S'il s'agit du budget et des comptes, le représentant du Conseil communal s'exprime en premier, puis le-la rapporteur-se de la Commission financière.
- ⁴ Après la prise de position des rapporteurs-ses, le-la président-e peut exceptionnellement donner à nouveau la parole aux membres du Conseil général auxquels il a été répondu, s'il s'agit de rectifier une inexactitude manifeste.

Article 44 Ordre des votes (art. 51^{bis} LCo, art. 15 RELCo)

- ¹ Après avoir clos la discussion, le-la président-e demande aux auteurs-es qui ont présenté des amendements ou des contre-propositions s'ils-elles les maintiennent.
- ² La proposition du Conseil communal est soumise en premier au vote.
- ³ Lorsque la proposition du Conseil communal obtient la majorité des voix, les autres propositions d'amendement ou contre-propositions ne sont plus soumises au Conseil général.
- ⁴ Lorsque la proposition du Conseil communal n'obtient pas la majorité des voix, le vote se fait selon la même procédure, d'abord sur la proposition de la commission et, le cas échéant, sur les autres propositions.
- ⁵ Parmi les autres propositions, la proposition s'éloignant le moins de la proposition initiale est soumise au vote en premier. S'il y a contestation sur l'ordre des votes fixé par le-la président-e, le Bureau statue.
- ⁶ Si les amendements ou les contre-propositions concernent différents points de la décision, la même procédure est suivie à chaque fois.
- ⁷ Lorsque le résultat d'un vote est évident, il n'est pas nécessaire de procéder au dénombrement des voix.

Article 45 Contestation de l'ordre des votes (art. 34 al. 2 let. b LCo, art. 22 et 6 let. d RELCo)

Chaque conseiller-ère général-e peut contester l'ordre des votes proposé par le-la président-e. Dans ce cas, la séance est suspendue et le Bureau tranche la contestation.



Article 46 Vote d'ensemble

¹ Lorsque l'objet comporte plusieurs dispositions ou s'il s'agit du budget, un vote d'ensemble a lieu à l'issue des délibérations, compte tenu des modifications apportées lors de l'examen de détail.

² Lors d'un vote d'ensemble, les voix sont toujours comptées.

Article 47 Résultat du vote, (art. 51^{bis}, 18 al. 1, 2,4, LCo, art. 6 let. b RELCo)

¹ Le Conseil général vote à main levée.

² Toutefois, le vote a lieu au scrutin secret lorsque la demande qui en est faite est admise par le cinquième des membres du Conseil général présents. Le dépouillement ne peut commencer que lorsque tous les bulletins sont rentrés.

³ Les décisions sont prises à la majorité des suffrages, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. En cas d'égalité, le-la président-e départage.

⁴ En cas de doute sur le résultat d'un vote à main levée sans qu'il y ait cependant contestation, le-la président-e peut de son propre chef faire répéter le vote.

⁵ En cas de contestation sur le résultat d'un vote, le Bureau décide sur la répétition du vote. La contestation doit intervenir immédiatement après la proclamation de résultat du vote.

Article 48 Vote électronique (art. 45a LCo)

¹ Le Conseil général, sur proposition du Conseil communal, peut décider d'introduire le vote électronique.

² Le cas échéant, les modalités en seront fixées dans une directive ou un règlement d'application.

Article 49 Motion d'ordre (art. 42 al. 3 LCo)

¹ La motion d'ordre est le mode d'intervention par lequel chaque membre du Conseil général peut proposer une modification du cours des débats, notamment une clôture de la discussion en vue d'un vote, une suspension de la séance ou un ajournement des débats.

² Pour déployer ses effets, la motion d'ordre doit être acceptée par le Conseil général qui tranche séance tenante après discussion à ce sujet.

CHAPITRE CINQUIÈME - INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES

Article 50 Propositions (art. 51^{bis} et 17 al. 1 LCo)

¹ Chaque membre du Conseil général peut faire des propositions sur des objets relevant du Conseil général.



² Les propositions ont pour but d'obliger le Conseil communal à soumettre, dans le délai d'un an, un objet de la compétence du Conseil général au vote du Conseil général. Les objets possibles figurent aux articles 10a LCo et 67 LFCo. Les propositions peuvent tendre à obtenir qu'une mesure ou qu'une décision soit prise ou un règlement adopté.

³ Une proposition ne peut en aucune façon tendre à obtenir la reconsidération d'une décision du Conseil général prise dans la même séance. Le-la Président-e informe immédiatement l'auteur-e d'une telle proposition que cette dernière est irrecevable. En cas de contestation, le Bureau tranche séance tenante.

⁴ Seul le Conseil communal peut proposer au Conseil général de traiter à nouveau un objet qui a donné lieu à une décision de ce dernier dans les trois ans qui précèdent, à l'exception des coefficients ou taux d'impôts.

Article 51 Postulats

¹ Chaque membre du Conseil général peut présenter des postulats sur des objets relevant du Conseil communal.

² Les postulats ont pour but de demander au Conseil communal d'étudier un problème déterminé et de présenter un rapport au Conseil général.

Article 52 Dépôt des propositions et des postulats (art. 51^{bis} et 17 LCo, art. 22 et 8 RELCo)

¹ Chaque proposition ou postulat est formulé par écrit ou par oral mais, de préférence par écrit.

² En cas de formulation par oral, l'annonce du dépôt d'une proposition ou d'un postulat est faite en séance sous les divers. Le développement des arguments peut être renvoyé à la séance suivante.

³ Les propositions faites par écrit peuvent être remises au Secrétariat du Bureau du Conseil général avant ou au cours de la séance. Elles doivent être réitérées par oral durant la séance.

⁴ Les postulats faits par écrit doivent être envoyés 4 semaines avant la séance du Conseil général par poste ou par courriel au Secrétariat du Bureau du Conseil général.

Article 53 Examen des propositions et des postulats par le Bureau

¹ La proposition ou le postulat est transmis au Bureau qui en examine la recevabilité et la qualification formelle. Le Bureau peut demander à ce propos l'avis du Conseil communal.

² Le Bureau émet un préavis à l'intention du Conseil général. Tout préavis concluant à l'irrecevabilité ou à une autre qualification que celle retenue par l'auteur-e est motivé.

Article 54 Traitement des propositions et des postulats par le Conseil général (art. 51^{bis} et 17 LCo)

¹ Le Conseil général vote tout d'abord la recevabilité de la proposition ou du postulat déposé.

² Après avoir entendu le Conseil communal et l'auteur-e, le Conseil général débat, puis vote sur la transmission d'une proposition ou d'un postulat.

³ L'auteur-e peut retirer sa proposition ou son postulat jusqu'au vote par le Conseil général.



⁴ L'inventaire et l'échéancier des propositions et des postulats sont tenus par le secrétariat communal.

Article 55 Délai (art. 17 al. 1 LCo)

Le Conseil communal dispose d'une année pour soumettre l'objet de la proposition qui lui a été transmise au vote du Conseil général, accompagné d'un message et des préavis nécessaires. Cette décision peut n'être toutefois qu'une décision de principe lorsque la proposition demande une longue étude.

Article 56 Propositions internes

Les propositions qui relèvent de la compétence exclusive du Conseil général, en particulier celles qui tendent à la constitution de commissions spéciales, sont examinées par le Bureau. Celui-ci les soumet, avec son préavis, à la décision du Conseil général lors de la séance suivante dans la mesure où elles appellent une décision.

Article 57 Questions (art. 51bis et 17 al. 2 LCo)

¹ Chaque membre du Conseil général peut poser au Conseil communal des questions sur un objet de son administration. Le Conseil communal répond immédiatement ou lors d'une prochaine séance du Conseil général.

² Les questions sont posées oralement. Toutefois, il est souhaité que le texte des questions posées soit remis au secrétaire, avant ou au cours de la séance.

³ Le-la président-e demande à l'auteur-e de la question s'il-elle est satisfait de la réponse du Conseil communal. Si une question supplémentaire est posée par l'auteur-e de la question qui a trait au même objet, le Conseil communal doit y répondre immédiatement ou lors de la prochaine séance.

Article 58 Règles communes aux propositions, aux postulats et aux questions

¹ Le nom de l'auteur-e et l'objet des propositions, des postulats et des questions figurent à l'ordre du jour de la séance au cours de laquelle elles sont traités.

² Si l'auteur-e d'une proposition ou d'un postulat cesse d'être membre du Conseil général après que sa proposition ou son postulat a été pris en considération par le Conseil général, celui-ci continue à déployer ses effets selon la procédure légale.

³ Le-la secrétaire communal-e tient une liste des questions, des propositions et des postulats qui contient notamment leur auteur-e, l'objet, la date de dépôt, la date de leur transmission et leur issue.

Article 59 Résolutions

¹ Le Conseil général peut voter des résolutions ayant un effet purement déclaratif à l'occasion d'événements importants.

² Le Conseil général vote séance tenante sur les propositions de résolutions après discussion à ce sujet. En se prononçant sur une résolution, le Conseil général propose également le mode de communication et les destinataires éventuels de la résolution. Si la proposition de résolution mérite examen, la séance est suspendue ; le Bureau préavise la proposition, qui est ensuite soumise au vote du Conseil général.



Article 60 Approbation légales (art. 147 et 148 Lco)

Le-la secrétaire communique les actes du Conseil général soumis à l'approbation des autorités cantonales.

Article 61 Dignité des débats et maintien de l'ordre (art. 51 bis LCo, et art. 6 al.3 Llnf)

- ¹ Les membres du Conseil général veillent à maintenir entre eux les égards qu'exige leur fonction.
- ² Ils-elle usent de la réserve nécessaire propre à sauvegarder un déroulement harmonieux de la séance. En s'adressant au-la président-e, à l'assemblée ou au Conseil communal, ils-elles évitent toute prise à partie personnelle. Les membres du Conseil général mis en cause peuvent demander la parole.
- ³ Un-e conseiller-ère général-e qui blesse les convenances est rappelé-e à l'ordre par le-la président-e. S'il-elle continue de troubler la séance, le-la président-e, après avoir consulté le Bureau, lui fait quitter la salle.
- ⁴ Si des tiers troublent la séance du Conseil général, le-la président-e peut ordonner leur expulsion. Si l'ordre ne peut être rétabli, le-la président-e lève la séance. Ces faits sont consignés dans le procès-verbal.

CHAPITRE SIXIÈME - PROCÈS-VERBAL

Article 62 Contenu et délai de rédaction (art. 51bis, 22 et 103bis LCo, art. 22 et 13 RELCo)

- ¹ Les délibérations du Conseil général sont consignées dans un procès-verbal qui contient notamment le nombre des membres présents, la liste des membres du Conseil général et des conseillers-ères communaux-aux excusés-es ou absents-es, les décisions, le résultat de chaque vote ou élection, les propositions, les questions et autres interventions des membres Conseil général, les réponses données ainsi que le résumé des discussions.
- ² Le procès-verbal doit être rédigé dans les vingt jours. Il est signé par le-la président-e et le-la secrétaire ; il peut être consulté au secrétariat communal et est publié sur le site Internet de la commune dès sa rédaction.
- ³ Jusqu'à son approbation, une précision relative à son caractère provisoire doit être donnée.

Article 63 Expédition et approbation (art. 51bis et 22 al. 3 et 103bis LCo)

- ¹ Le procès-verbal est soumis à l'approbation du Conseil général au cours de la séance suivante. A cet effet, copie intégrale en est envoyée à chaque conseiller-ère général-e, au plus tard avec la convocation à cette séance.
- ² S'il y a deux séances rapprochées dans un délai inférieur à trente jours, le procès-verbal de la première séance peut être envoyé ultérieurement aux membres, cependant au plus tard dix jours avant la seconde séance. Si ce délai ne peut pas être respecté, son approbation peut être reportée.



Article 64 Documents et enregistrement (art. 22 et 3 RELCo)

¹ Dans la mesure du possible, les conseillers-ères généraux-ales facilitent la rédaction du procès-verbal en remettant au secrétaire le texte de leurs interventions, propositions et questions.

² Le-la secrétaire peut user de moyens techniques d'enregistrement pour faciliter la rédaction du procès-verbal ; il-elle enregistre en outre les débats si un-un membre du Conseil général le demande et que sa proposition est agréée par le cinquième des membres présents. Ces enregistrements peuvent être effacés après que l'approbation du procès-verbal est devenue définitive.

CHAPITRE SEPTIÈME - DISPOSITIONS FINALES

Article 65 Communication des règlements

Un exemplaire du présent règlement est remis à chaque membre du Conseil général. Il en est de même des autres règlements communaux de portée générale.

Article 66 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF).

Article 67 Abrogation

Le règlement du Conseil général de Belmont-Broye du 14 décembre 2020 et approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) le 28 janvier 2021 est abrogé.

Adopté par le Conseil général le 22 septembre 2025.

La Secrétaire :

Le Président :

Laurence Esseiva

Johnny Fleury

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF), le

Le Conseiller d'Etat, Directeur :



Règlement d'organisation du Conseil général de Belmont-Broye (ROCG)

Glossaire

Initiative	Droit qui permet à un nombre donné de citoyens-es (un dixième des citoyens-es actifs-ves) de proposer un projet concernant une dépense supérieure au montant fixé pour le referendum facultatif ou une garantie pouvant entraîner une telle dépense, un règlement de portée générale, la constitution d'une association de communes ou l'adhésion à une telle association, le changement du nombre de conseillers-ères généraux-ales.
Motion d'ordre	Mode d'intervention par lequel chaque conseiller-ère général-e peut proposer une modification du cours des débats, une clôture de la discussion en vue d'un vote, une suspension de la séance ou un ajournement des débats.
Postulat	Demande au Conseil communal d'étudier un problème déterminé sur des objets relevant du Conseil communal et de présenter un rapport au Conseil général.
Proposition	Obligation faite au Conseil communal de soumettre, dans un certain délai, un objet de la compétence du Conseil général au vote du Conseil général (art. 17 LCo et 8 RELCo). Les objets possibles figurent aux articles 10a LCo et 67 LFCo.
Quorum	Nombre minimum de membres présents pour qu'une assemblée puisse valablement délibérer.
Référendum	Demande aux citoyens-es de se prononcer par vote pour ou contre une règle ou une décision prise.
Résolution	Texte émis par une assemblée et dans lequel ses membres expriment leur sentiment sur une question déterminée ou qui a trait à son fonctionnement intérieur.

Règlement d'organisation du Conseil général de Belmont-Broye (ROCG)

Liste des abréviations

al.	Alinéa
art.	Article
LATeC	Loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions
LCo	Loi du 25 septembre 1981 d'exécution de la loi sur les communes
LEDP	Loi du 6 avril 2001 sur l'exercice des droits politiques
let.	Lettre
LDCF	Loi du 15 novembre 1996 sur le droit de cité fribourgeois
LFCo	Loi du 22 mars 2018 sur les finances communales
LInf	Loi du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents
ROCG	Règlement d'organisation du Conseil général